



AGRICULTURE

STRATÉGIES

Grand oral ou l'art de la séduction démagogique

A la place de mesures inefficaces ou irréalisables, nous proposons la réforme immédiate d'une PAC désormais inadaptée au contexte mondial

La FNSEA a organisé le 30 mars à Besançon lors de son congrès annuel un grand débat où sont venus « plancher » six candidats à l'élection présidentielle. L'exercice était difficile mais souvent en peu de mots on peut donner un cap, car « ce qui se conçoit clairement s'énonce aisément ». Or en fait de cap ce furent des propos grandiloquents pour les uns, techniques pour les autres ou patriotiques pour un Jean Lassalle qui est incontestablement le représentant d'une ruralité fragilisée.

Voici notre analyse et les réflexions qu'un tel exercice inspire.

La PAC se résume-t-elle désormais aux [clauses miroirs, dont la mise en place et l'applicabilité restent extrêmement questionnables](#), aux normes et à la taxe carbone ? Pour les candidats à l'élection présidentielle, il semblerait que oui.

Tous sont d'accord sur les objectifs : assurer la désormais sacro-sainte souveraineté alimentaire, installer des jeunes, protéger le revenu agricole. Mais alors que ces trois points essentiels sont connectés entre eux, nous restons sceptiques sur les moyens évoqués pour les atteindre. Est-ce qu'on peut estimer que c'est l'aide à l'installation qui va motiver un individu à se lancer dans un projet qui implique un investissement personnel et financier à l'échelle d'une vie ? Est-ce que la remise en cause des objectifs Farm to Fork va permettre aux agriculteurs de mieux vivre de leur métier ?

Assurer la souveraineté alimentaire nécessite d'être capable de disposer d'une alimentation dont les conditions de production correspondent aux préférences des consommateurs. Les produits issus de l'importation ne permettant pas de répondre à ce préalable, il nous faut donc être capables de prétendre à un certain degré d'autonomie alimentaire au niveau national, sinon européen. Avoir un nombre de fermes et d'agriculteurs suffisant pour assurer cette production selon le modèle « d'agriculture familiale », de « ferme moyenne » plébiscité par nos consommateurs est donc indispensable, nous rejoignons donc la nécessité d'installer davantage de jeunes. Comme l'a rappelé Christiane Lambert, l'enjeu est crucial, puisque la moitié des agriculteurs sera prochainement en âge de prendre sa retraite.

Mais comment motiver des jeunes à signer pour un projet nécessitant des centaines de milliers d'euros (dépassant désormais même régulièrement le million d'euros dans certaines productions), impliquant le remboursement d'annuités conséquentes pour les 25 prochaines années, des semaines de 70 heures, dans la perspective de gagner l'équivalent d'un SMIC si tout se passe bien ? « Si tout se passe bien », alors que les 5 dernières années ont démontré la violence des aléas climatiques et l'extrême volatilité des prix qui balayent toutes les prévisions économiques sur le revenu des agriculteurs en quelques mois.

Aucun candidat n'a ainsi envisagé de connecter la valeur de reprise des fermes à leur efficacité économique (notamment l'EBE dégagé) plutôt que leur valeur capitalistique. Aucun candidat n'a remis en cause l'utilisation actuelle du budget de la PAC, le mode de calcul et de distribution des aides, désespérément fixes et incapable de stabiliser les revenus. Les espoirs portent sur l'application d'[Egalim, qui reste une loi franco-française dans un univers concurrentiel ouvert qui risque de rendre les produits importés plus attractifs.](#)

Le chèque alimentaire reste évoqué pour permettre d'arriver à passer les hausses de prix nécessaires à la rentabilité et donc la pérennité des entreprises agricoles et alimentaires, mais toujours sans précision. **Pour que celui-ci puisse devenir réellement une mesure efficace permettant de soutenir la consommation de produits français, la réglementation sur l'étiquetage doit inévitablement évoluer.** En effet, tant qu'un produit prendra l'origine du pays de sa dernière transformation substantielle, tant que l'origine des ingrédients des produits transformés ne sera pas clairement établie, on ne pourra pas cibler le chèque alimentaire vers les produits français. Sans ces évolutions préalables nécessaires, le chèque alimentaire risquera de soutenir les importations.

Il était bien plus facile de se réfugier dans la démagogie et d'agiter le fantasme des clauses miroirs, de faire espérer une taxe carbone protectrice de l'agriculture, de parler de soustraire les produits agricoles des accords de libre-échange, que d'affronter la réalité des changements nécessaires à mettre sur la table des négociations européennes.

Ainsi l'impression dominante de ce grand oral minuté, qui n'a rien à envier à celui de la défunte ENA, est un catalogue de vœux pieux qui contourne avec ardeur et détermination une réflexion de fond sur une nouvelle PAC. Le discours ambiant des experts va d'ailleurs dans ce sens : le Green Deal et la logique « Farm to fork » restent le socle de toute analyse avec juste quelques aménagements à la marge comme la mise en culture des 4% de jachère.

Mais aucun n'a engagé, ne fût-ce que d'une pensée discrète, l'éventualité, nous dirions la nécessité, de profiter du changement profond du contexte international et de la catastrophe alimentaire que les mêmes experts prédisent, pour réformer en profondeur la PAC et tenter de lui redonner une orientation commune :

- Protectrice à nos frontières et orientée vers des objectifs sectorisés d'amélioration de la souveraineté alimentaire,
- Stabilisatrice des revenus, en réfléchissant enfin à des aides contracycliques pour atténuer la volatilité de prix et donner une visibilité accrue au mode agricole et notamment aux jeunes qu'il est impératif d'installer dans les prochaines années,
- Régulatrice, en mobilisant des outils de gestion de l'offre comme les quotas et une flexibilité des volumes affectés à la production de biocarburants

- Dotée d'une réserve de crise que nous estimons à au moins 3% du budget pluriannuel, c'est-à-dire sur la base de la PAC qui va être mise en œuvre en 2023 : 11,6 milliards d'euros, afin de disposer d'une marge de manœuvre pour lisser les à-coups des marchés, mais aussi pour reconstituer des stocks stratégiques, l'Europe ne disposant que de 50 jours de stocks de blé là où la Chine dispose d'une année et les Etats-Unis de 209 jours !
- Articulée avec la consommation européenne, via un soutien qui permettra au consommateur de privilégier l'achat de produits agricoles européens et d'orienter la demande et permettre in fine de modifier les habitudes alimentaires pour aller réellement vers une perspective de transition agro-écologique soutenable.
- Ouverte à un renforcement significatif de l'aide alimentaire tant pour soutenir de nombreux pays d'Afrique et du moyen Orient qui vont être profondément déstabilisés par les pénuries céréalières

La même absence de convergence qui mine le discours sur une défense commune s'est installée au sein de la PAC où des objectifs, certes louables, de défense de l'environnement de la biodiversité et du bien-être animal, occultent ceux qui figurent dans les Traités et qui portent sur notre capacité de production et de satisfaction des consommateurs en privilégiant l'indépendance, l'innovation et le soutien des filières agricoles et agroalimentaires.

C'est cette deuxième PAC qu'il va falloir inventer, sur la base des propositions que Momagri et Agriculture Stratégies ont déjà articulé notamment dans les notes de référence stratégique publiées en 2019¹ et 2020².

Nous y travaillons dès maintenant et publieront nos propositions d'ici l'été, ce qui nous l'espérons permettra à un véritable débat de s'engager et de dépasser les déclarations datées et sans âme du grand oral de la campagne présidentielle.

**Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies
Alessandra Kirsch, Directrice des études d'Agriculture Stratégies**

Le 5 avril 2022

¹ <https://www.agriculture-strategies.eu/2019/01/pour-une-reforme-du-multilateralisme-un-defi-pour-les-institutions-europeennes-et-une-solution-pour-la-pac/>

² <https://www.agriculture-strategies.eu/2020/03/nrs-green-deal-pac/>